

Initiatives ministérielles

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Travaux publics a dit qu'il épargnerait environ 225 000 \$ en émettant des pièces de 2 \$. Je ne sais pas combien il en coûtera pour réparer nos poches, parce que ça va commencer à faire lourd dans nos poches que de supporter tout cela. C'est une question simple, qui va peut-être un peu avec l'humour dont il a fait preuve en ce qui concerne sa figure sur les nouveaux 2 \$.

Une question plus sérieuse, c'est celle de fermer des bureaux de la SCHL. Je suis d'accord avec le gouvernement pour qu'il coupe les dépenses, bien sûr, mais j'ai de la difficulté à comprendre et à saisir pourquoi le ministre a décidé de fermer le bureau de la SCHL de Longueuil, dans mon comté, puisqu'il y a environ 1,2 million de personnes qui vivent dans cette région. Il me semble qu'il était justifié de garder un bureau pour gérer les affaires de la SCHL dans la Montérégie. Cette région est plus importante en population que la Nouvelle-Écosse. J'imagine qu'en Nouvelle-Écosse il y a plus qu'un bureau de la SCHL, il y en a au moins un, sûrement. Je demande au ministre pourquoi il le fait et, deuxièmement, à partir d'où va-t-il gérer tous ces immeubles qui se trouvent en Montérégie à l'heure actuelle?

[Traduction]

M. Dingwall: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. C'est une question importante et il est tout à fait légitime de la poser à un ministre.

Mon collègue a parfaitement raison de me présenter ses revendications à ce sujet. Toutefois, je dois lui dire comme à tous les autres députés que le gouvernement a dû prendre de difficiles décisions quant à la réduction des dépenses.

Dans la circonscription voisine de la mienne, que les députés appellent souvent à tort mon district, nous avons aussi fermé le bureau de la SCHL. En tant que ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, je ne prends aucun plaisir à fermer ces bureaux.

Administrativement, il est très important que la SCHL prenne ce genre de décisions afin de contribuer à réduire le déficit du gouvernement canadien. J'ai rencontré le ministre des Finances à maintes reprises et l'idée de fermer ces bureaux ne lui souriait guère.

Je tiens à dire à mon collègue d'en face que ses électeurs, qu'il représente avec grande compétence ici même et dans sa circonscription, pourront faire appel aux services des représentants de la SCHL dans les localités avoisinantes.

Bien que nous ayons annoncé des compressions à la SCHL, son parti a fait pas moins de sept ou huit interventions à ce sujet. Je pensais qu'il allait me féliciter au sujet des loyers en fonction du revenu dont il était question qu'ils passent de 25 à 30 p. 100. Le ministère des Finances et le Cabinet ont maintenu ce pourcentage à 25 p. 100.

Il est vrai qu'il a été difficile de fermer le bureau dans sa circonscription, mais par ailleurs, il va pouvoir continuer à compter

sur un service de qualité dans les localités voisines. Il est également vrai que nous nous sommes montrés équitables à l'égard de nos concitoyens qui occupent des logements sociaux en n'augmentant pas la portion de leur revenu qu'ils versent en loyer.

● (1525)

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster, Réf.): Monsieur le Président, j'espérais que le ministre apaise la terrible rumeur voulant que la nouvelle pièce de deux dollars qui est proposée soit à son effigie. Il ne l'a pas fait et c'est regrettable.

Je voudrais traiter de sa responsabilité à l'égard de l'APECA. Nous savons que plusieurs organismes de développement régional dépendent du ministère fédéral. En plus de l'APECA, le ministère est responsable du Programme de développement de l'économie de l'Ouest, du BFDR-Q et de divers organismes de mise en valeur du Nord.

Il ne faut pas plus qu'une cinquième année de scolarité pour se rendre compte, après y avoir réfléchi, que le principe qui sous-tend tout le processus est mauvais. L'histoire l'a montré. Le processus n'a pas fonctionné au Canada atlantique, d'où vient le ministre. Il y a eu les subventions du ministère de l'Expansion économique régionale, celles de l'APECA et les programmes de prêts, non pas pendant des années, mais bien des décennies et cela n'a pas marché. Tout cela a contribué à maintenir l'économie au ralenti. Dans certaines des régions canadiennes, ces moyens se sont révélés inefficaces.

À bien y réfléchir, les raisons sautent aux yeux. Tout d'abord, le remboursement des deniers publics doit passer par l'administration en place à Ottawa avant d'être versé aux régions, ce qui coûte très cher. Les ministères ont des fenêtres dorées à remplacer ainsi qu'un personnel considérable. Les ministres en profitent aussi pour exercer une influence indue sur le processus d'appel d'offres. Le processus incite certains à s'adresser aux ministres pour obtenir des subventions ou des prêts.

Je sais que dernièrement le ministre responsable de l'APECA a éliminé le programme de subventions. Je crois que c'est en grande partie attribuable aux critiques des députés réformistes qui ont fait ressortir le favoritisme flagrant et les problèmes que causait tout ce programme.

Aujourd'hui, l'APECA se limite à consentir des prêts aux entreprises. En fait, on a réduit cette activité. Toutefois, les entreprises peuvent obtenir des prêts auprès d'autres institutions, telles que des banques et des coopératives de crédit. Avons-nous besoin de l'APECA seulement pour consentir des prêts? C'est une méthode fort coûteuse pour les contribuables d'aider les entreprises. Il convient de noter aussi que les montants des prêts ont diminué. Pourtant, le ministère et le ministre en sont toujours responsables, et il y a toujours les employés. On ne fait pas les coupes nécessaires en haut, parce qu'on fait moins avec plus.

Comment le ministre peut-il se lever à la Chambre pour justifier l'APECA, le Programme de développement de l'économie de l'Ouest et les divers organismes de développement régional alors qu'ils ont échoué lamentablement, empiré la pauvreté au Canada et permis le favoritisme et la mauvaise utilisation de fonds fédéraux?